

Le mouvement de protestation des professeurs vient de la base.

Il n'a que faire des hiérarchies ou des syndicats, ce qui le rend difficile à appréhender – d'autant qu'il n'est pas à l'abri des manipulations

#PasDeVague, la tempête que personne n'a vu venir

Education

Alors que l'opposition l'accusait d'être « le ministre des grands discours », **Jean-Michel Blanquer s'est insurgé mardi à l'Assemblée nationale contre toute forme de laxisme dans l'affaire du lycéen ayant braqué sa professeure.** Il est confronté à une expression inédite de cris de colère d'enseignants sur les réseaux sociaux, auxquels se mêlent des commentaires beaucoup plus politiques.

Irène Inchauspé et Cyril Lacarrière

DIMANCHE, À 9 HEURES PRÉCISES, le premier #PasDeVague apparaît sur Twitter. Cinglant! « Lâcheté de l'administration », écrit le twitto @SackLunch5, qui se présente comme historien et « marxiste tendance Groucho », après qu'une professeure des écoles a fait part des insultes dont elle est l'objet de la part de ses élèves. Elle-même réagissait à un tweet d'Emmanuel Macron posté la veille, qui... réagissait à la vidéo montrant un lycéen tenant en joue une enseignante. Le hashtag fait tache d'huile: mardi en début de soirée, il avait été mentionné à près de 100 000 reprises, dont 66 203 fois pour la seule journée de lundi.

Qui se cache derrière ces messages? Difficile de répondre, beaucoup de comptes Twitter étant anonymes. Selon Visibrain, une plateforme de veille sur les réseaux sociaux, parmi les 24 000 émetteurs de tweets, seuls 1 000 se revendiquent publiquement comme des enseignants. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas plus nombreux, beaucoup préférant garder l'anonymat.

Leurs témoignages ont été particulièrement repris. Les quatre messages les plus partagés depuis la création de création de #PasDeVague sont ceux d'une personne se présentant comme une « ex-prof » et de trois visiblement en-

core en activité. Le premier évoque une agression sexuelle par des élèves sur un autre, restée impunie, quand les autres relatent des actes de violences et des insultes répétées où « sale p*** » revient régulièrement – là encore sans sanction. « Ce qui frappe, c'est que ces tweets sont très engagés et particulièrement repris par les particuliers qui se disent effarés par l'omerta », commente Véronique Reille Soult, DG de Daetsu Consulting.

La profession d'enseignant s'étant beaucoup féminisée, beaucoup sont écrits par des femmes: ce sont elles qui subissent le plus d'agressions.

Détournement. Le mot-clé #PasDeVague en rappelle un précédent, #Me-Too (dénonçant le harcèlement sexuel). Pas seulement parce que le procédé est le même. Aujourd'hui, on trouve aussi dans le masse des 100 000 tweets, des com-

mentaires et des propos qui n'ont pas grand-chose à voir avec le sujet initial. Il est détourné au profit d'une attaque frontale contre – en vrac – le laxisme de l'institution scolaire, les pédagogistes, les parents et l'enfant-roi, Mai 1968, la « racaille ». Petit florilège: « Là où je travaille, ils brûlent les voitures pendant les vacances ou carrément l'établissement. Ils ne comprennent même l'utilité d'aller

●●● Page 2

#PasDeVague, la tempête que personne n'a

●●● Suite de la page 1

à l'école. Ils y vont comme s'ils étaient dans un centre aéré», dit l'un. «Aux pédagogues qui couinent au manque de moyens, mais pour quoi faire?», lance l'autre. Ou encore: «Tu votes socialiste depuis 30 ans. Qui sème le vent récolte la tempête. A la force de les protéger ils vont te bouffer! Bien fait, pour ta gueule le prof!»

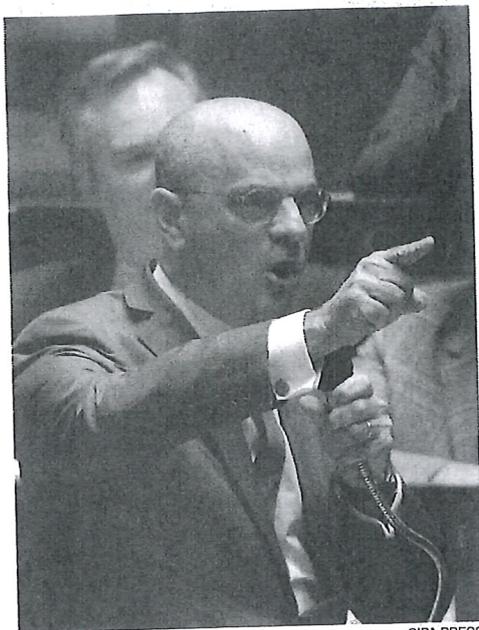
Marine Le Pen n'a pas tardé à réagir, toujours sur Twitter: «Nos enseignants ont été contraints au silence depuis trop longtemps face aux menaces/insultes/agressions auxquelles beaucoup sont confrontés (...). Bravo à ceux qui brisent l'omerta!»

Pour s'exprimer, les professeurs n'ont pas eu besoin des syndicats. «C'est un mouvement extrêmement positif, déjà gigantesque puisque les professeurs n'utilisent pas beaucoup Twit-

« Ces réactions spontanées sans filtre ne nous posent aucun problème, assure Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. A nous de mener la bataille pour qu'elles soient vraiment prises en compte »

ter en principe, se réjouit pourtant Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc). Cela nous permet de confirmer l'analyse que nous faisons de la souffrance au travail. » Pour Frédérique Rolet, secrétaire générale adjointe du Snes-FSU, syndicat le plus représentatif du second degré, il faudrait tout de même « inciter les gens à libérer leur parole de façon plus collective ». « Ces réactions spontanées sans filtre ne nous posent aucun problème, assure Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. A nous de mener la bataille pour qu'elles soient vraiment prises en compte. » Rattraper un train parti à grande vitesse n'est jamais facile...

Trop-plein. Jean-Michel Blanquer lui-même a paru, pour la première fois, quelque peu dépassé. Que peut-il faire face à un mot-clé qui, même s'il est devenu un défouloir, est utilisé par de nombreux professeurs, qui affirment qu'ils ne sont ni écoutés ni défendus pas leur hiérarchie? Le ministre de l'Éducation a commencé par dire,



SIPA PRESS

Jean-Michel Blanquer: « Ce n'est pas parce qu'on écrit un tweet que ça correspond à la réalité. »

lundi sur BFMTV, que sa philosophie était celle de la lucidité. « J'ai justement parfois utilisé cette expression pour dire que ma philosophie n'est pas le "pas de vague", a-t-il expliqué.

Sa tentative de récupération du hashtag n'ayant pas dégonflé la vague, il a pris, plus tard dans la journée, ses distances: « Ça ne me gêne pas qu'aujourd'hui des gens disent ce qui leur arrive sur le terrain... Mais pas de manière non canalisée qui ne permette pas de réagir. Il faut faire la part des choses. Ce n'est pas parce qu'on écrit un tweet que ça correspond à la réalité. » A ce jour, il s'en tient à la mise en place d'un comité stratégique qui devra définir un « ambitieux plan de lutte contre les violences scolaires » - « auquel nous ne sommes pas invités pour l'instant », regrette Catherine Nave-Bekthi, du Sgen-CFDT. Les syndicats estiment que, pour l'instant, la « communication » de Jean-Michel Blanquer n'a pas été à la hauteur. « Ce #PasDeVague est aussi une réaction épidermique au "trop-plein" de Blanquer, omniprésent, qui avance au pas de charge et déconstruit lui-même ce sur quoi il a bâti son action: la confiance », juge un observateur. Mais si le hashtag a autant de succès, c'est aussi parce qu'il combine la force évocatrice du fait divers et la puissance statistique du nombre. Il peut difficilement être ignoré du politique.

@iinchauspe @cy_lacARRIERE

Flics et profs, une relation compliquée depuis toujours

A TÉLÉ, À LA RADIO, DANS LES JOURNAUX. Depuis 48 heures, Jean-Michel Blanquer se démultiplie pour contenir les accusations de laxisme face aux violences scolaires. A l'origine, le dossier devait pourtant être partagé avec Christophe Castaner. Dimanche, un communiqué commun aux ministres de l'Éducation et de l'Intérieur promettait une réponse ferme. Depuis, Beauvau est aux abonnés absents. Mardi, alors que Jean-Michel Blanquer s'époumonait face aux critiques de la droite lors des questions au gouvernement, « Casta » ne prononçait pas un mot sur le sujet, malgré la question d'un député UDI qui lui était adressée.

Un ministre de l'Intérieur manie toujours les dossiers scolaires avec la plus grande précaution. En 1992, pour la première fois, un gouvernement met en place une coopération Education nationale-police. Depuis, les uniformes entrent toujours à pas de chat dans les cours de récré. En 2000, le ministre de l'Éducation, Claude Allègre, oublie son style tonitruant pour assurer que les policiers ne pourront pénétrer dans l'enceinte d'un collège ou lycée que si celui-ci figure sur une liste de 75 établissements sensibles. En 2009, Nicolas Sarkozy et son ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, ne parlent pas de policiers mais « de personnes formées et assermentées, placées auprès des recteurs ».

La récente vague d'attentats a modifié le climat sans atténuer la prudence des politiques. A Nice, après l'attaque terroriste du 14 juillet 2016, Christian Estrosi souhaitait renforcer la présence policière devant les écoles de sa commune. La ville a songé d'abord à mobiliser des policiers municipaux

armés mais le refus du gouvernement et l'opposition d'une partie de la population ont modifié ses plans. Les forces de l'ordre sont restées sur la voie publique, avant, en avril dernier, d'entrer dans trois établissements, mais sans arme. La prochaine étape se jouera en janvier : les directeurs d'école volontaires pourront demander à intégrer le dispositif. « C'est un sujet sensible. Il a fallu y aller très progressivement », commente-t-on dans l'entourage du maire.

Commissaire ou proviseur ? Dans chaque direction départementale de la sécurité publique, il existe un correspondant dédié à l'éducation. Des centaines de communes ont mis en place un comité local de prévention de la délinquance, où siègent élus et proviseurs. Mais l'ouverture des portes du sanctuaire scolaire reste un pas qui ne se franchit que sur la base de l'expérimentation et du volontariat. « Les enseignants sont toujours réticents à faire appel à la police. La culture de l'école, c'est l'éducation, pas la répression. Ils se disent que c'est entacher de manière irrémédiable l'avenir d'un adolescent », juge Bernard Ravet. Cet ancien proviseur dans les quartiers nord de Marseille en REP+ résume ainsi son expérience, marquée par une violente agression : « J'étais commissaire principal plus que principal de collège. » De là à être placé sous la tutelle de Christophe Castaner ? Pas sûr que le ministre de l'Intérieur soit partant pour se saisir d'un dossier où le premier flic de France n'a que des coups à prendre.

**Matthieu Deprieck et
Ivanne Trippenbach**

@mdeprieck @ITrippenbach